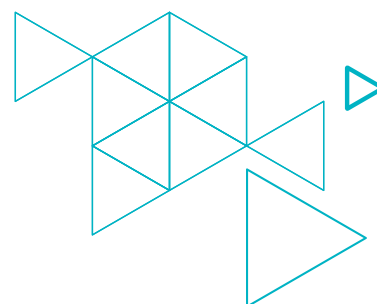


# PANORAMA DES AIDES FINANCIÈRES POUR LA REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS EN BRETAGNE

L'accompagnement financier des démarches de revitalisation des centres-bourgs est un point complexe qui mérite d'être abordé le plus en amont possible. Il s'agit de bien appréhender le projet sous tous ses aspects, et ce tant de la part des collectivités porteuses de ces démarches ensemblières que du particulier cible *in fine* de ces projets.

Le présent document a cherché à compiler les différents dispositifs mis en œuvre par les partenaires en Région Bretagne auprès de ces deux cibles, collectivités et particuliers, en matière d'aide à la réalisation d'études de revitalisation mais aussi d'aide à la réalisation de travaux.

Il ne prétend pas être exhaustif ni directement opérationnel dans sa précision mais cherche à dresser un panorama d'acteurs et de ressources potentiellement mobilisables. En première approche, il liste les contacts à prendre pour évaluer la pertinence du dispositif. Bien entendu la sollicitation de l'organisme financeur est ensuite nécessaire. Ce document a été élaboré au premier semestre 2016 et distribué à l'occasion du colloque re-vitalisons nos centres-bourgs du 7 juin 2016 piloté par l'Établissement Public Foncier de Bretagne en collaboration avec l'État et la Région Bretagne.



Document réalisé dans le cadre du colloque avec :  
L'État - Région Bretagne - Direction régionale  
de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
de Bretagne - Conseil départemental des Côtes d'Armor -  
Conseil départemental du Finistère - Conseil départemental  
d'Ille-et-Vilaine - Conseil départemental du Morbihan -  
Caisse des Dépôts et des Consignations

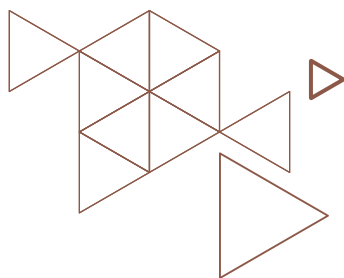


# Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)

## Aides aux propriétaires occupants

**Les taux et plafonds de subventions indiqués dans cette fiche sont des taux et plafonds nationaux de base. Ils peuvent être revus à la baisse en fonction des priorités locales et à la hausse uniquement sur les territoires gérés par un délégataire de compétence.**

HABITAT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

Aides financières aux propriétaires occupants pour améliorer et rénover leur logement

#### Types de projets subventionnables :

Les aides aux travaux s'articulent autour de deux grandes catégories : les projets de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé et les projets de travaux d'amélioration (sécurité et salubrité de l'habitat, autonomie de la personne, lutte contre la précarité énergétique).

#### Bénéficiaires :

L'aide est accordée au propriétaire occupant, sous condition de ressources, si le logement a plus de 15 ans. Les travaux ne doivent pas avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention.

#### Montant :

Le taux de subvention est de 35 % ou de 50 % du montant total des travaux HT selon les ressources du ménage et le type de travaux. Le plafond de travaux subventionnable est de 50 000 euros HT pour les logements indignes ou très dégradés et de 20 000 euros HT dans le cas de travaux d'amélioration.

Les aides de l'ANAH peuvent être complétées par d'autres aides de collectivités locales (communes, intercommunalités...).

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

- Services instructeurs des aides de l'ANAH
- ADIL
- Plateforme de rénovation de l'habitat



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

### PLUS D'INFORMATIONS

[http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les\\_aides/Anah\\_Les\\_aides\\_en\\_pratique.pdf](http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les_aides/Anah_Les_aides_en_pratique.pdf)



# Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)

## Aides aux propriétaires bailleurs

**Les taux et plafonds de subventions indiqués dans cette fiche sont des taux et plafonds nationaux de base. Ils peuvent être revus à la baisse en fonction des priorités locales et à la hausse uniquement sur les territoires gérés par un délégataire de compétence.**

HABITAT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

Aides financières aux propriétaires bailleurs pour améliorer et rénover son logement dans le cadre d'un projet d'investissement locatif.

#### Types de projets subventionnables :

Les aides aux travaux s'articulent autour de deux grandes catégories : les projets de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé et les projets de travaux d'amélioration (sécurité et salubrité de l'habitat, autonomie de la personne, lutte contre la précarité énergétique, procédure du Règlement Sanitaire Départemental ou contrôle de décence, transformation d'usage d'un local).

#### Bénéficiaires :

La propriétaire bailleur : si son logement a plus de 15 ans, si les travaux ne concernent pas la décoration, et s'ils ne sont pas assimilables à de la construction neuve ou à de l'agrandissement, ...

Il est nécessaire de signer une convention locative avec l'ANAH et de respecter des engagements (montant maximal de loyer, de louer en tant que résidence principale, à des personnes dont les ressources sont inférieures à certains plafonds, pendant une durée minimale...).

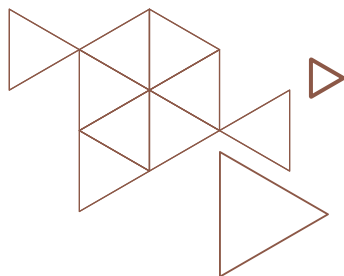
#### Montant :

Le taux de subvention est de 25 % ou de 35 % maximum du montant total des travaux HT selon le type de travaux. Le plafond des travaux subventionnable est de 1 000 euros HT/m<sup>2</sup> par logement (LHI et TD) dans la limite de 80 000 euros par logement, et de 750 euros HT/m<sup>2</sup> pour les projets de travaux d'amélioration dans la limite de 60 000 euros par logement.

Il est possible d'obtenir une déduction fiscale sur les revenus fonciers bruts. En contrepartie, le propriétaire s'engage à louer pendant au moins 9 ans à un loyer plafonné et à des locataires de ressources modestes.

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

- Services instructeurs des aides de l'ANAH
- ADIL
- Plateforme de rénovation de l'habitat



Document réalisé dans le cadre du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

### PLUS D'INFORMATIONS

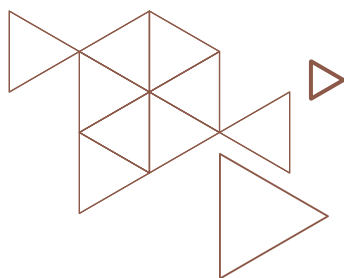
[http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les\\_aides/Anah\\_Les\\_aides\\_en\\_pratique.pdf](http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les_aides/Anah_Les_aides_en_pratique.pdf)



# Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)

## Aides aux copropriétaires ou aux syndicats de copropriétaires

HABITAT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

Aides financières pour rénover les parties communes d'une copropriété.

#### Types de projets subventionnables :

Aides aux syndicats de copropriété si :

- La copropriété rencontre des difficultés très importantes, pour lesquelles se justifie la mise en place d'une OPAH « copropriété ».
- La copropriété relève d'une procédure spécifique liée à un arrêté (plan de sauvegarde, insalubrité, péril, injonction de travaux au titre du saturnisme ou la sécurité des équipements communs) ou à une décision de justice (administration provisoire).
- Besoins de travaux d'accessibilité

Aides individuelles aux propriétaires occupants et bailleurs pour les mêmes travaux.

#### Bénéficiaires :

Le copropriétaire ou le syndicat de copropriétaires si la copropriété est en difficulté.

#### Montant :

Entre 35 % et 50 % de taux de subvention maximum avec un plafond de 150 000 euros par bâtiment, plus 15 000 euros par lots (dans le cas d'une OPAH Copropriété dégradée ou une OPAH avec volet copropriété). Pas de plafond dans le cas de logements indigne.

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

- Services instructeurs des aides de l'ANAH
- ADIL
- Plateforme de rénovation de l'habitat



Document réalisé dans le cadre du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

### PLUS D'INFORMATIONS

[http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les\\_aides/Anah\\_Les\\_aides\\_en\\_pratique.pdf](http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les_aides/Anah_Les_aides_en_pratique.pdf)

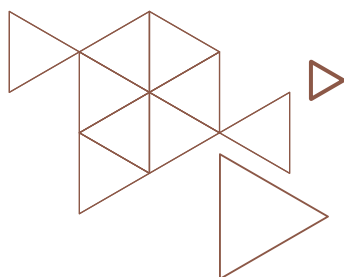


# Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)

## Prestations d'ingénierie

**IMPORTANT : Les financements des travaux sont prévus dans le cadre de la dotation annuelle déléguée aux territoires de gestion.**

HABITAT



### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

Les prestations d'ingénierie financées par l'ANAH sur le parc privé concernent différentes étapes relatives à la réflexion stratégique, à la faisabilité des opérations, à la mise en œuvre et l'accompagnement.

#### Types de projets subventionnables en phase étude ou pré-opérationnelle :

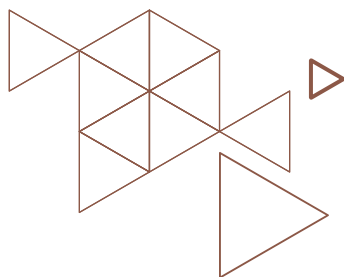
- Études et diagnostics préalables ou de repérage
- Évaluations d'opérations antérieures
- Missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour accompagner une collectivité pour la définition d'opérations complexes.
- Études pré-opérationnelles des Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH), des Programmes d'Intérêt Général (PIG) et des plans de sauvegarde
- Études de faisabilité d'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre irrémédiable ou dangereux (RHI), de Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable des Opérations de restauration Immobilière (THIRORI).

Le taux de subvention est de 50 % maximum pour un plafond subventionnable de 100 000 euros HT à 200 000 euros HT selon les cas.

**Opérations RHI THIRORI :** déficit foncier des opérations de recyclage foncier « RHI THIRORI » (résorber l'habitat indigne par des opérations publiques de démolition-reconstruction ou réhabilitation lourde) :

Demande de subvention auprès de la commission nationale pour la lutte contre l'habitat indigne de l'ANAH :

- Phase étude de calibrage : financement à 70 % de 200 000 euros HT en RHI et THIRORI
- Phase d'accompagnement social et relogement : 70 % de 10 000 euros TTC par ménage relogé
- Phase déficit (acquisition démolition réhabilitation) : 70 % en RHI et 40 % en THIRORI



## Opération de revitalisation du centre-bourg et développement du territoire dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt national expérimental valant OPAH, 2 périmètres :

- Périmètre de revitalisation du centre-bourg : ciblé sur le centre-bourg, comparable au périmètre d'une OPAH renouvellement urbain. Il concentre l'essentiel des crédits habitat (objectif de 80 % des crédits pour le logement locatif social et l'habitat privé).
- Périmètre de l'opération de développement durable du territoire dans son ensemble, à l'échelle de l'EPCI ; périmètre sur lequel sont à prévoir les actions d'aménagement du territoire, d'économie, tourisme, et environnement notamment. Il pourra également comprendre des actions en matière d'habitat, en complément de ce qui est prévu sur le centre-bourg.

### Bénéficiaires :

Communes et intercommunalités

### Types de projets subventionnables en phase opérationnelle :

- Suivi animation des opérations programmées financées par l'agence (OPAH, PIG, plan de sauvegarde...). Pour être éligibles à l'octroi d'une subvention de l'ANAH, celles-ci doivent comprendre un volet énergie.

Le taux de subvention maximum est de 35 % à 50 % pour un plafond subventionnable de 150 000 euros HT à 250 000 euros HT selon les cas.

En complément, les bénéficiaires des aides du programme « Habiter Mieux » peuvent obtenir des aides à l'ingénierie qui prennent la forme d'un montant forfaitaire par logement.

### Structures à contacter :

- Services instructeurs des aides de l'ANAH
- ADIL
- Plateforme de rénovation de l'habitat



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

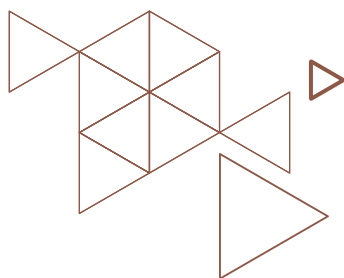
## PLUS D'INFORMATIONS

[http://www.anah.fr/fileadmin/anah/  
Mediatheque/Publications/Les\\_aides/  
Anah\\_Les\\_aides\\_en\\_pratique.pdf](http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les_aides/Anah_Les_aides_en_pratique.pdf)

# État – Fonds d'aide à la rénovation thermique

## Primes Habiter Mieux

HABITAT



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

### PLUS D'INFORMATIONS

[http://www.anah.fr/fileadmin/anah/  
Mediatheque/Publications/Les\\_aides/  
Anah\\_Les\\_aides\\_en\\_pratique.pdf](http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les_aides/Anah_Les_aides_en_pratique.pdf)

### PHASE OPÉRATIONNELLE

Aides financières aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et aux syndicats de copropriétaires pour réaliser des travaux de rénovation énergétique dans le cadre de travaux financés par l'ANAH.

### Types de projets subventionnables :

Tous les travaux financés par l'ANAH et qui améliorent la performance énergétique du logement d'au moins 25 % pour des propriétaires occupants et de 35 % pour des propriétaires bailleurs ou pour des syndicats de copropriétaires. Une évaluation énergétique avant et une évaluation projetée après travaux sont à joindre au dossier de demande de subvention.

### Bénéficiaires :

Les propriétaires occupants, les propriétaires bailleurs et les syndicats de copropriétaires dès lors qu'ils réalisent des travaux, financés par l'ANAH, qui garantissent une amélioration de la performance énergétique minimale du logement.

### Montant :

**Pour les propriétaires occupants :** 10 % du montant HT des travaux subventionnables, aide plafonnée à 2 000 euros ou 1 600 euros sous conditions de ressources ANAH.

**Pour les propriétaires bailleurs :** 1 600 euros

**Pour les syndicats de copropriétaires :** 1 500 euros par lot d'habitation principale.

Une seule prime Habiter Mieux est versée pour un même logement et pour un même bénéficiaire.

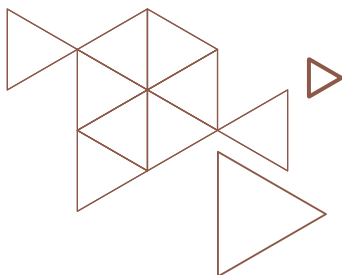
### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

- Services instructeurs des aides de l'ANAH
- ADIL
- Plateforme de rénovation de l'habitat



## État Éco-Prêt Habiter Mieux

HABITAT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

L'éco-PTZ Habiter Mieux a été décidé par l'État (loi de transition énergétique pour la croissance verte et loi de finances 2016). Il s'agit d'un nouveau prêt à taux zéro qui sera disponible dans les réseaux bancaires au second semestre 2016. Il est destiné aux ménages bénéficiaires du programme Habiter Mieux, pour financer le reste à charge des travaux.

### Types de projets subventionnables :

- Financement des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements

L'éco-PTZ Habiter Mieux concernera :

- Le financement du reste à charge des propriétaires occupants ou bailleurs.

### Bénéficiaires :

Les propriétaires occupants sous conditions de ressources et les propriétaires bailleurs qui réalisent des travaux d'amélioration de la performance énergétique bénéficiaire d'une aide accordée par l'ANAH au titre du programme Habiter Mieux.

### Montant :

Le montant du prêt est fixé à 20 000 euros maximum.

À titre d'exemple : le reste à charge moyen s'élève à 6 300 euros pour un propriétaire occupant avec des ressources très modestes et à 8 500 euros pour un propriétaire occupant avec des ressources modestes.

### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

- ADIL
- Banques (liste non connue à cette date)
- Plateforme de la rénovation de l'habitat



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

### PLUS D'INFORMATIONS

[http://www.anah.fr/fileadmin/anah/  
Mediatheque/Publications/Les\\_aides/  
Anah\\_Les\\_aides\\_en\\_pratique.pdf](http://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les_aides/Anah_Les_aides_en_pratique.pdf)



## État

### Prêt à taux Zéro (PTZ)

HABITAT



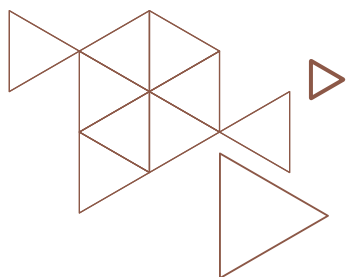
#### PHASE OPÉRATIONNELLE

Le « PTZ » (prêt à taux zéro) est un prêt complémentaire sans intérêt et sans frais aidé par l'État pour l'acquisition d'une première résidence principale et sous plafond de ressources.

#### Types de projets subventionnables :

Le PTZ peut financer l'acquisition :

- d'un **logement neuf**,
- d'un **logement** acquis dans le cadre **de la vente du parc social à ses occupants**,
- d'un **logement ancien**, dans certaines communes rurales.



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



## Conseils départementaux

### Bonification des aides de l'ANAH ou des aides aux opérations de logement social

HABITAT

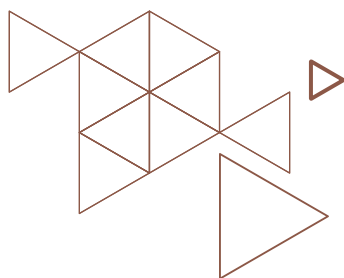


#### PHASE OPÉRATIONNELLE

Certains Conseils départementaux bonifient les aides à la pierre distribuées par l'État sur leurs fonds propres pour l'amélioration de l'habitat privé (aides ANAH) ou la construction et l'acquisition-amélioration de logements locatifs sociaux.

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Prendre contact avec chaque Conseil départemental



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

## Appel à projet 2016 revitalisation des centres-bourgs

HABITAT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

Acquisition de foncier et de bâtiment, travaux de déconstruction en vue d'une reconstruction, travaux d'aménagement. Les projets doivent répondre aux problématiques suivantes : revitalisation des centres-bourgs, développement de l'offre de logements sociaux (locatifs/accession), densification de l'espace, optimisation de l'espace en proposant une mixité des usages : (commerces/logements par exemple, intergénérationnelle, sociale...)

### Bénéficiaires :

Communes ou intercommunalités des territoires classés pôles secondaires ou territoires ruraux dans le plan départemental de l'habitat 2012-2017, et localisés sur le territoire de délégation du Département

### Montant et taux plafond de subvention :

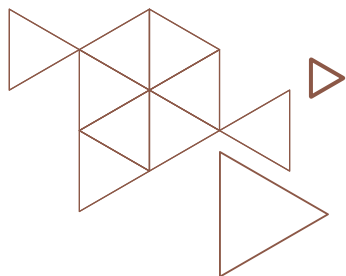
Montant forfaitaire attribué selon la qualité du projet et le respect des critères. Enveloppe fixée annuellement.

### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Attribution des aides par appel à projet (décision annuelle de reconduction de l'appel à projets)

Service développement local des Agences départementales :

Pays de Saint-Malo – 02 99 02 45 00 ; Pays de Fougères – 02 99 02 46 00 ;  
Pays de Vitré – 02 99 02 46 50 ; Pays des Vallons de Vilaine – 02 99 02 47 00 ;  
Pays de Redon – 02 99 02 47 50 ; Pays de Brocéliande – 02 99 02 48 00 ;  
Pays de Rennes – 02 99 02 49 00



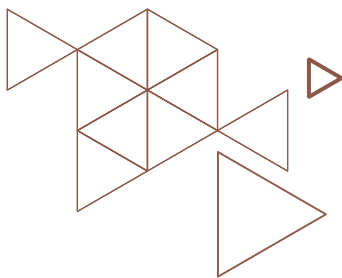
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

## Aide à l'accession dans l'ancien

HABITAT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

#### Types de projets subventionnables :

Acquisitions par des particuliers ayant un revenu fiscal inférieur à certains plafonds d'un logement en centre-bourg ou centre-ville. Le logement doit être construit depuis minimum 15 ans et les travaux doivent permettre d'atteindre la classe énergétique D (après travaux éventuels). Le demandeur doit systématiquement entrer en contact avec son Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL).

#### Bénéficiaires :

Particuliers propriétaires pour la première fois ou qui ne sont plus propriétaires depuis au moins 2 ans.

#### Montant et taux plafond de subvention :

3 000 euros, 4 000 euros avec une majoration de 1 000 euros lorsque le logement est situé en cœur de bourg.

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Service développement local des Agences départementales :

Pays de Saint-Malo – 02 99 02 45 00 ; Pays de Fougères – 02 99 02 46 00 ;  
Pays de Vitré – 02 99 02 46 50 ; Pays des Vallons de Vilaine – 02 99 02 47 00 ;  
Pays de Redon – 02 99 02 47 50 ; Pays de Brocéliande – 02 99 02 48 00 ;  
Pays de Rennes – 02 99 02 49 00



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Conseil départemental du Finistère

## Appel à manifestation d'intérêt revitalisation de l'habitat des centres-bourgs

HABITAT



### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

#### Types de projets subventionnables :

- Études amont de revitalisation de centre-bourg ou de restructuration d'îlots ou de bâtiments
- Acquisitions et travaux de démolition ou de réhabilitation

#### Bénéficiaires :

Communes des territoires ruraux et péri-urbains émergents, identifiées comme telles dans le plan départemental de l'habitat ou les programmes locaux de l'habitat, lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt.

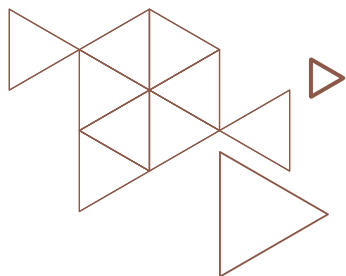
#### Montant et taux plafond de subvention :

Pour les études : 20 % des coûts d'ingénierie plafonné à 10 000 euros

Pour les travaux : 20 % des coûts de travaux plafonné à 100 000 euros

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

**Contact :** Guillaume Briant, Conseil départemental du Finistère,  
[guillaume.brillant@finistere.fr](mailto:guillaume.brillant@finistere.fr)



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

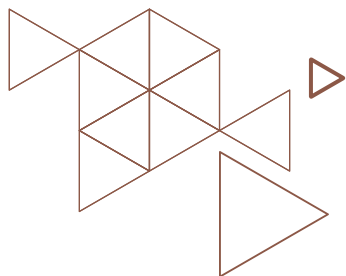


# Conseil départemental du Morbihan

## Accession sociale à la propriété

### Prime Départementale à l'accession sociale - Logement ancien

HABITAT



#### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

##### Types de projets subventionnables :

Le logement doit constituer la première résidence principale et l'unique bien immobilier bâti du demandeur (sauf pour les familles monoparentales).

Le revenu fiscal de référence du demandeur (N-2 au 1<sup>er</sup> janvier) doit être inférieur au plafond de ressources « très modestes – ANAH ».

La demande doit impérativement être effectuée avant le début de l'opération, au moment du projet de l'achat du bien et de la mise en place du plan de financement.

Seuls sont éligibles les projets dont le prix de vente au m<sup>2</sup> de SHON est inférieur à 2100 euros TTC (foncier compris) et dont le classement énergétique est minimum D (au sens du diagnostic de performance énergétique). Les logements classés dans une classe énergétique inférieure pourront faire l'objet d'une subvention départementale à l'accession si des travaux d'économie d'énergie sont réalisés dans un délai de 6 mois suivant l'acquisition et que la classe énergétique atteinte est minimum D.

##### Bénéficiaires :

Primo-accédants faisant l'acquisition d'un logement ancien de plus de 5 ans en tant que résidence principale.

Familles devenues monoparentales à la suite d'une séparation du couple (délai maximum de quatre ans suivant la séparation) avec un ou plusieurs enfants fiscalement à charge.

##### Montant et taux plafond de subvention :

Afin de sécuriser l'acquisition, les ménages éligibles peuvent bénéficier gratuitement :

- d'une étude juridique et financière de l'opération par l'ADIL 56,
- d'une visite du bien aboutissant à la réalisation d'un diagnostic des travaux à réaliser.

Le montant de la prime est de 2000 euros.

##### Structures à contacter :

M. le Président du Conseil départemental du Morbihan  
Direction générale des interventions sanitaires et sociales  
Service habitat et logement  
64 rue Anita CONTI – CS 20514 – 56035 VANNES CEDEX  
Tél. : 02 97 54 81 57



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

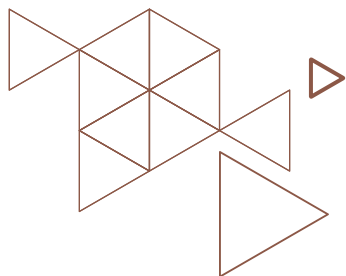


Dispositif non reconduit en 2016

## Conseil départemental des Côtes d'Armor

### Appel à projet 2015 revitalisation des centres-bourgs

HABITAT



#### PHASE ÉTUDE

##### Types de projets subventionnables :

Études de conception de projets revitalisation de centre-bourg incluant une procédure de consultation d'équipes de maîtrise d'œuvre avec remise d'intentions architecturales.

Les communes lauréates vont bénéficier d'une subvention de fonctionnement avec pour objet :

- la rémunération des équipes de maîtrise d'œuvre candidates pour la remise de prestations en phase de sélection,
- le financement de dispositifs de production ou de participation spécifiques en phase de maîtrise d'œuvre (contribution étudiante, production de maquettes, dispositifs participatifs, visites...).

##### Bénéficiaires :

Communes lauréates de l'Appel à Projets « Structuration des centres-bourgs » lancé début janvier 2015 (communes de moins de 5 000 habitants).

Lors de La Commission permanente du Conseil départemental du 30 novembre 2015, les 5 communes suivantes ont été désignées lauréates :

- Jugon-Les-Lacs
- Loguivy-Plougras
- Merdrignac
- Plouguenast
- Tressignaux

##### Montant et taux plafond de subvention :

L'enveloppe financière de l'appel à projets était de 50 000 euros, plafonnée à 10 000 euros par opération.

##### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Conseil départemental des Côtes d'Armor

Marie-Annick Jaffrelot : 02 96 62 62 06 – [marie-annick.jaffrelot@cotesdarmor.fr](mailto:marie-annick.jaffrelot@cotesdarmor.fr)

Céline Schoubert-Le Put : 02 96 77 68 55 – [celine.schoubert-leput@cotesdarmor.fr](mailto:celine.schoubert-leput@cotesdarmor.fr)



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Établissement public foncier de Bretagne (EPF)

## Accompagnement pour les études pré-opérationnelles

FONCIER



### PHASE ÉTUDE

#### Types de projets accompagnés :

Études pré-opérationnelles pour la revitalisation des centres-bourgs prenant en compte la problématique foncière (repérage du foncier mutable, stratégie foncière...) et ayant pour visée d'identifier les besoins de maîtrise foncière publique ou de sécuriser les futures acquisitions possibles.

#### Bénéficiaires :

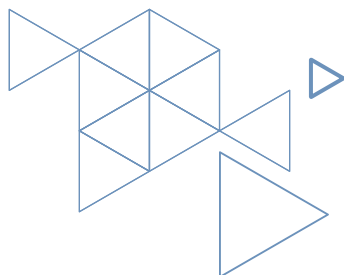
Communes ou intercommunalités

#### Montant et taux plafond de subvention :

30 % du coût HT de l'étude dans la limite d'un plafond défini au regard des enjeux de l'étude et du site.

#### Structures à contacter :

Établissement public foncier de Bretagne  
Marie Malczon, assistante des études, [marie.malczon@epfbretagne.fr](mailto:marie.malczon@epfbretagne.fr)  
02 99 86 34 93



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Établissement public foncier de Bretagne (EPF)

## Accompagnement pour le portage foncier

FONCIER



### PHASE OPÉRATIONNELLE

#### Types de projets accompagnés :

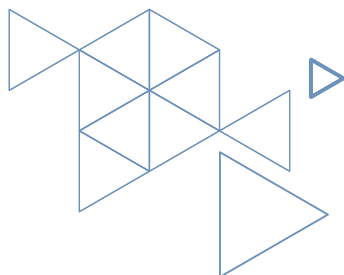
Accompagnement à l'acquisition et au portage de foncier privé en renouvellement urbain pour le compte d'une collectivité locale pour une durée fixée dans le cadre d'une convention opérationnelle (7 ans à partir de la signature de la convention). Le portage foncier implique que le projet réalisé par la collectivité respecte les critères de l'EPF en termes de densité (20 logements/ha minimum) et de mixité sociale. Le foncier porté est revendu à la collectivité ou à l'opérateur qu'elle a désigné avant la fin de la convention opérationnelle.

#### Bénéficiaires :

Communes ou intercommunalités

#### Structures à contacter :

Établissement public foncier de Bretagne  
Solène Riaux, assistante de direction, [contact@epfbretagne.fr](mailto:contact@epfbretagne.fr)  
02 99 86 79 90



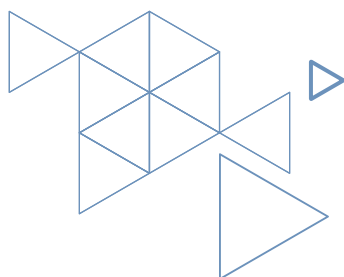
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Établissement public foncier de Bretagne (EPF)

## Minoration foncière

FONCIER



### PHASE OPÉRATIONNELLE

#### Types de projets accompagnés :

Afin d'encourager les opérations en renouvellement urbain, un dispositif de minoration du prix de revient des biens fonciers portés par l'EPF peut être proposé. Il a vocation à provoquer un effet de levier pour les collectivités qui ont le plus de difficultés à réaliser leurs projets sur des sites complexes (friches, dents creuses polluées, milieux bâtis...).

Le principe de la minoration s'applique tant aux opérations d'habitat ou mixtes qu'aux opérations à vocation économique, dans la mesure où elles induisent toutes une complexité liée au recyclage urbain. Il a également vocation à faciliter la production de logements locatifs sociaux.

#### Modalités de calcul

Afin de favoriser les projets comportant des coûts de remise en état des biens significatifs, la part du prix de revient correspondant aux travaux de remise en état (déconstruction, dépollution) pourra être minorée à hauteur de 40 %. Dans le cas où la collectivité s'engage en outre à produire 50 % de logements abordables, dont 30 % de PLUS-PLAI, la minoration pourra être portée à 60 % du coût des travaux. Un double plafond encadre le dispositif de minoration. Le montant de la minoration ne pourra excéder 50 % du déficit foncier de l'opération.

Ce déficit est entendu comme la différence entre les dépenses foncières supportées par l'EPF Bretagne (acquisition, coûts de gestion, travaux...) et le montant auquel l'opérateur est prêt à racheter le bien dans le cadre du projet de la collectivité. Ces recettes foncières sont estimées par l'EPF en lien avec la collectivité.

#### Bénéficiaires :

Communes ou intercommunalités

#### Structures à contacter :

Établissement public foncier de Bretagne

Solène Riaux, assistante de direction, [contact@epfbretagne.fr](mailto:contact@epfbretagne.fr)

02 99 86 79 90



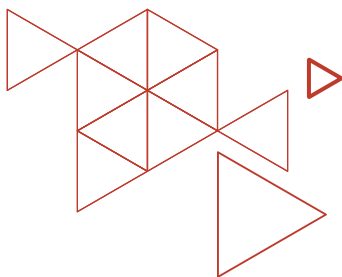
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



## ÉTAT

### FISAC (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce)

COMMERCE



#### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

##### Types de projets subventionnables :

- Opérations individuelles en milieu rural : investissements sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée (acquisition ou construction de locaux d'activité, modernisation, sécurisation, accessibilité des commerces...)
- Opérations collectives en milieu rural et en milieu urbain : actions collectives et d'animation portées par une collectivité, investissements sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée (locaux, signalétique, halles, aménagements, modernisation, sécurisation, accessibilité des commerces...)

##### Bénéficiaires :

- Opérations individuelles : communes de moins de 3 000 habitants et entreprises ou collectivités portant un projet dans une commune de moins de 3 000 habitants.
- Opérations collectives : communes, EPCI et Pays, chambre consulaire, SEM

##### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Le FISAC est mis en œuvre par appels à projets nationaux.

L'appel à projets initié en 2015 est clôt depuis fin janvier 2016. Les modalités du prochain appel à projets ne sont pas connues à la date d'édition de ce panorama. Elles seront consultables dès publication sur le site du ministère de l'économie et des finances : <http://www.entreprises.gouv.fr/secteurs-professionnels/artisanat/le-fisac>.

Correspondant FISAC en DIRECCTE : Alain Glory ([alain.glory@direccte.gouv.fr](mailto:alain.glory@direccte.gouv.fr))



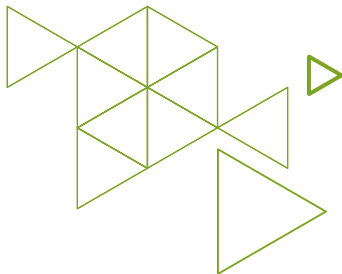
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# ÉTAT

## Volet territorial du contrat de plan État-Région (FNADT)

AMÉNAGEMENT  
ÉQUIPEMENT



### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

#### Types de projets subventionnables :

Soutien à l'élaboration de stratégies globales de revitalisation (action 4.2) :

- actions d'ingénierie pour l'élaboration d'une stratégie de revitalisation

Création et extension de maisons de services au public (action 3.2) :

- construction ou réhabilitation d'une maison de services au public

Création de maisons de santé pluri-professionnelles (action 3.3) :

- construction de maisons de santé pluriprofessionnelles
- à titre exceptionnel, construction de centres de santé

Création ou réhabilitation d'équipements de centralité (action 4.2)

- construction-réhabilitation d'équipements culturels
- construction-réhabilitation de halles commerciales
- construction-réhabilitation d'espaces associatifs structurants à l'échelle de l'intercommunalité
- mise en place d'infrastructures en faveur de la mobilité durable

#### Bénéficiaires :

Collectivités, établissements publics, associations, GIP

#### Montant et taux plafond de subvention :

40 % pour l'ingénierie avec une subvention plafonnée à 50 000 euros

20 % à 40 % selon les investissements avec des plafonds en cas de cumul de financements de l'État

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Sous-préfets d'arrondissement

Coordination par la préfecture de région :

Corentin Bourzeix (02 99 02 17 11 - [corentin.bourzeix@bretagne.pref.gouv.fr](mailto:corentin.bourzeix@bretagne.pref.gouv.fr))

Document de référence : cahier des charges valant convention d'application du volet territorial du CPER 2015-2020 (version n°1 validée en juillet 2015)



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# ÉTAT

## Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

AMÉNAGEMENT  
ÉQUIPEMENT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

#### Types de projets subventionnables :

Soutien aux espaces mutualisés de services au public, aux commerces, à la réhabilitation d'équipements publics et à la revitalisation des centres-bourgs.

Les investissements susceptibles d'être soutenus :

- Équipements scolaires et périscolaires
- Accessibilité des équipements communaux et intercommunaux
- Travaux de voirie liés à une amélioration de la sécurité
- Maisons de santé pluriprofessionnelles (en articulation avec le volet territorial du CPER)
- Services publics en milieu rural

#### Bénéficiaires :

- Communes de moins de 2 000 habitants ou de moins de 20 000 habitants dont le potentiel financier est inférieur à 1,3 fois le potentiel financier moyen
- Établissements publics de coopération intercommunale de moins de 50 000 habitants ou de plus de 50 000 habitants sans commune de plus de 15 000 habitants

#### Montant et taux plafond de subvention :

Pour la majorité des projets : 20 % à 30 %.

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Sous-préfet d'arrondissement.

Une commission départementale d'élus se réunit en début d'année pour arrêter les priorités et critères de l'exercice.



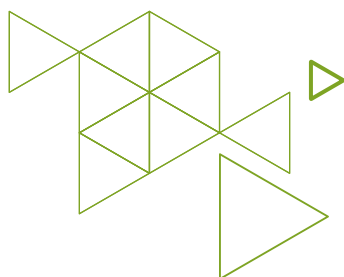
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

## Contrats d'objectif et de développement durable

AMÉNAGEMENT  
ÉQUIPEMENT



### PHASE ÉTUDE

#### Types de projets subventionnables :

Études de définition des besoins consacrées à l'aménagement et au développement urbain, la sécurisation de centres-bourgs, la requalification de bâtiments ou d'équipements publics, la gestion du foncier dans le cadre d'une approche globale et durable de l'espace.

#### Bénéficiaires :

Communes de moins de 2 000 habitants, communes des EPCI prioritaires et EPCI prioritaires

#### Montant et taux plafond de subvention :

45 % maximum du coût HT de l'étude, plafonné à 8 000 euros pour les études globales et 4 000 euros pour les études d'expertise.

### PHASE TRAVAUX

#### Types de projets subventionnables :

Travaux liés à une étude globale menée en partenariat avec les services Développement local des agences départementales.

#### Bénéficiaires :

Communes de moins de 2 000 habitants, communes des EPCI prioritaires et EPCI prioritaires

#### Montant et taux plafond de subvention :

20 %, dans un plafond de 50 000 euros tous les 3 ans.

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Service développement local des Agences départementales :

Pays de Saint-Malo – 02 99 02 45 00; Pays de Fougères – 02 99 02 46 00;  
Pays de Vitré – 02 99 02 46 50; Pays des Vallons de Vilaine – 02 99 02 47 00;  
Pays de Redon – 02 99 02 47 50; Pays de Brocéliande – 02 99 02 48 00;  
Pays de Rennes – 02 99 02 49 00



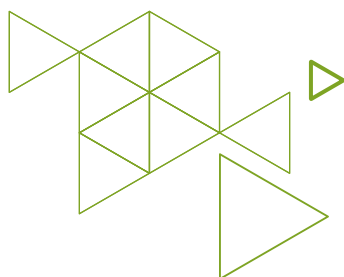
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Conseil départemental du Finistère

## Dispositif patrimoine cadre de vie

AMÉNAGEMENT  
ÉQUIPEMENT



### PHASE OPÉRATIONNELLE

#### Types de projets subventionnables :

Projets d'aménagement des espaces publics d'une commune prenant en compte les objectifs du développement durable (favoriser les transports alternatifs à la voiture, sécuriser les déplacements, limiter l'imperméabilisation excessive, etc.)

#### Bénéficiaires :

Communes de moins de 10 000 habitants

#### Montant et taux plafond de subvention :

45 % maximum du coût HT de l'étude, plafonné à 8 000 euros pour les études globales et 4 000 euros pour les études d'expertise.

#### Montant et taux plafond de subvention :

| TYPE DE PROJET  | TAUX | PLAFOND              |
|---|------|----------------------|
| Projet ponctuel   | 20 % | 60 000 €             |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Projet ponctuel avec équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire menée par un architecte et/ou un paysagiste</li> </ul>    | 25 % | 75 000 €             |
| Projet en tranches  | 20 % | 40 000 € par tranche |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Projet en tranches avec équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire menée par un architecte et/ou un paysagiste</li> </ul> | 25 % | 50 000 € par tranche |
| Étude seule (étude d'opportunité/de faisabilité, de prospective d'un aménagement)   | 20 % | 10 000 €             |

#### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Contact : Thierry LE BERRE, Conseil départemental du Finistère,  
[thierry.leberre@finistere.fr](mailto:thierry.leberre@finistere.fr)



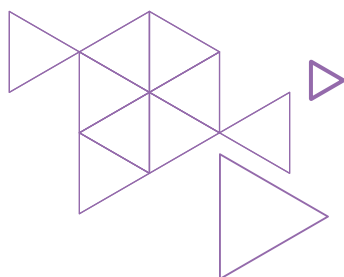
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



## Région Bretagne et Pays

### Contrats de partenariat

THÉMATIQUES  
DIVERSES



#### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

La Région Bretagne a décidé de conforter les Pays comme partenaires de sa politique territoriale en tant que lieux de concertation et de réflexion en matière d'aménagement du territoire. C'est pourquoi elle consacre pour les années 2014 à 2020 une enveloppe globale de 266 millions d'euros à destination des 21 pays de Bretagne et des îles.

Le contrat de partenariat Europe/Région/Pays définit les modalités d'accompagnement des projets qui viennent mettre en œuvre la stratégie du territoire et les priorités de développement partagées par le pays et la Région à compter de sa signature et ce, jusqu'au 31 décembre 2020. Le Contrat de partenariat permet de mobiliser les crédits régionaux de la politique territoriale et des crédits européens territorialisés. Ainsi, le contrat se décline en quatre à cinq conventions :

- Convention pour l'ingénierie territoriale (crédits régionaux de soutien à l'ingénierie Pays et Conseil de développement)
- Convention pour les priorités partagées de développement (soutien des crédits régionaux de la politique territoriale aux projets)
- Convention développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) ; FEADER (programme LEADER) : outil de développement local du FEADER, permettant l'accompagnement de projets innovants, répondant aux priorités locales
- Convention Investissement Territorial Intégré (ITI) FEDER : outil de territorialisation du FEDER permettant l'accompagnement de projets sur les usages numériques, les énergies renouvelables, les transports multimodaux et la réhabilitation énergétique de l'habitat
- Convention européenne de soutien aux activités maritimes et à la pêche
- Le contrat de partenariat s'articule autour de trois axes :
  - Un axe « Priorités de développement » qui se décline en un maximum de trois priorités découlant de la stratégie du territoire ;
  - Un axe « Rééquilibrage territorial » ayant vocation à accompagner un territoire ou un type de territoires prioritaires ;
  - Un axe « Services collectifs essentiels » orienté vers les services.

Ces trois axes constituent le socle du Contrat de partenariat, dans lesquels viendront s'inscrire l'ensemble des actions faisant l'objet d'un accompagnement par les crédits régionaux de la politique territoriale et les crédits européens territorialisés.

La coordination entre les différents fonds territorialisés – régionaux ou européens – est mise en œuvre au travers du **Comité unique de programmation**. Il est chargé de la mise en œuvre de la stratégie du Pays par la sélection de projet au titre de l'ITI FEDER, de LEADER et du DLAL FEAMP, et se prononcera sur les projets sollicitant les fonds territoriaux régionaux (avis).

### Types de projets subventionnables :

Chaque contrat de partenariat Europe/Région/Pays dispose de ses propres priorités de développement et de fiches actions, découlant des choix des acteurs locaux et régionaux. Les Contrats ont été votés et signés au cours du second semestre 2015.

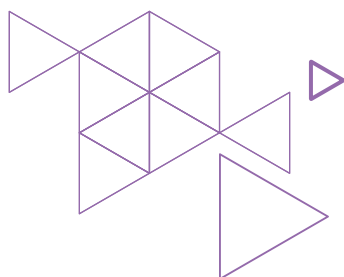
En considération des orientations décidées par les territoires et sous réserves des fiches actions inscrites dans les Contrats de partenariat, les projets suivants pourraient, par exemple, être soutenus :

- **Études** : étude globale, pluridisciplinaire de revitalisation de centres-bourgs, référentiel foncier, étude sur la vacance du parc de logements, étude d'aménagement urbain, diagnostic immobilier et patrimonial, étude sur l'attractivité commerciale du centre...
- **Habitat social** : acquisition-amélioration de bâtiments, réhabilitation-démolition reconstruction de logements locatifs sociaux, création de logements pour les jeunes ;
- **Dernier commerce** ;
- **Équipements touristiques** ;
- **Usages et infrastructures numériques** ;
- **Transports** ;
- **Services collectifs à la population**.

### Bénéficiaires :

En considération des orientations décidées par les territoires et sous réserves des fiches actions inscrites dans les Contrats de partenariat, les bénéficiaires suivants pourraient, par exemple, être soutenus :

- Collectivités locales : communes, EPCI ...
- Associations ;
- Sociétés ;





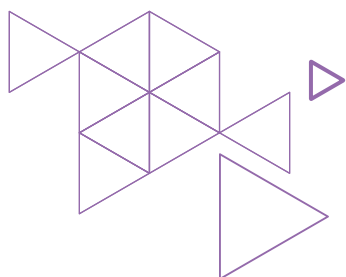
### Montant et taux plafond de subvention :

Les modalités financières d'intervention régionale sont définies dans chaque Contrat de partenariat, dans la fiche action rattachée à la nature du projet. Ces modalités seront également analysées au moment de l'analyse du projet par le Comité Unique de Programmation.

### Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Le bénéficiaire qui souhaite présenter un projet participant à une stratégie de revitalisation d'un centre-bourg, doit s'adresser à la structure « Pays » de son territoire.

Si son projet est éligible aux modalités du Contrat de partenariat de son territoire, le bénéficiaire pourra déposer une fiche détaillée de son programme pour une future présentation en Comité Unique de Programmation qui émettra son avis. Suite à cet avis et après instruction par les services régionaux, le projet pourra être présenté aux élus du Conseil régional, pour vote d'une subvention.



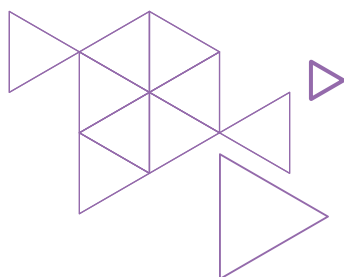
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



# Investissements Territoriaux Intégrés – Fonds européens – FEDER

Autorité de gestion : Région Bretagne

THÉMATIQUES  
DIVERSES



## PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

L'Investissement Territorial Intégré (ITI) est un instrument de mise en œuvre des fonds européens, permettant de cibler leur intervention sur un territoire donné afin de permettre la mise en œuvre d'une stratégie territoriale intégrée. Il se concrétise au sein du contrat de partenariat.

Le FEDER territorialisé de Bretagne représente 77 millions d'euros, dont 48 millions d'euros répartis au sein des investissements territoriaux intégrés des 21 pays (29 millions d'euros étant destinés aux deux ITI métropolitains).

La stratégie de mobilisation du FEDER et les règles d'application sont décrites dans le Programme Opérationnel 2014-2020.

Le Conseil régional est l'autorité de gestion des fonds européens et la structure « Pays » représente l'organisme intermédiaire.

## Types de projets subventionnables :

Les Investissements Territoriaux Intégrés Pays pourront mobiliser les axes 1 et 3 du Programme Opérationnel FEDER sur les actions suivantes :

- Axe 1 : Favoriser le développement de la société numérique en Bretagne
  - Action 1.2.1 : favoriser le développement des pratiques et cultures numériques :  
*projets de dimension communale, intercommunale, pays ou inter-pays*
- Axe 3 : Soutenir la transition écologique et énergétique en Bretagne :
  - Action 3.1.1 : Soutenir le développement des capacités de production et de distribution des énergies renouvelables en Bretagne :  
*projets de biomasse énergie (bois énergie et réseaux de chaleur en particulier), ainsi que les projets mis en œuvre dans le cadre d'une gestion énergétique intégrée (production d'énergie renouvelable, conversion-stockage, systèmes énergétiques intelligents)*
  - **Action 3.2.1 Volet 1 : Réhabiliter le parc de logement résidentiel – parc de logement social**  
*investissements pour des programmes de réhabilitation énergétique pour le parc de logement social*

# Investissements Territoriaux Intégrés – Fonds européens – FEDER

Autorité de gestion :  
Région Bretagne



THÉMATIQUES  
DIVERSES

- Action 3.3.1 : Soutenir le développement de l'inter et de la multi-modalité  
*projets de Pôles d'échanges multimodaux, transports en commun en site propre et pôles multimodaux liés aux gares TER et principales lignes routières régionales.*

**Ces types de projets sont éligibles uniquement dans les conditions définies dans le programme opérationnel FEDER et dans les fiches actions le déclinant.**

## Bénéficiaires potentiels :

- Collectivités et leurs groupements
- Bailleurs sociaux
- Établissements et organismes publics
- Associations

Cette liste n'est pas limitative et doit être regardée en considération de la fiche action associée.

## Montant et taux plafond de subvention :

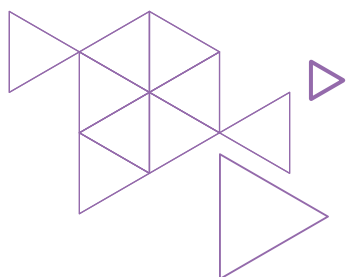
Les modalités financières d'intervention européenne sont définies dans le Programme Opérationnel FEDER 2014-2020 et dans les fiches actions rattachées. Ces modalités seront également analysées au moment de l'analyse du projet par le Comité Unique de Programmation.

## Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Le bénéficiaire qui souhaite présenter un projet participant à une stratégie de revitalisation d'un centre-bourg, doit s'adresser à la structure « Pays » de son territoire.

Si son projet est éligible aux modalités du Programme Opérationnel FEDER, le bénéficiaire pourra déposer une fiche détaillée de son projet pour une future présentation en Comité Unique de Programmation qui émettra son avis.

Suite à cet avis et après instruction par les services régionaux, le projet pourra être présenté en Commission Régionale de Programmation Européenne, puis à la signature du Président de la Région Bretagne pour attribution de la subvention.

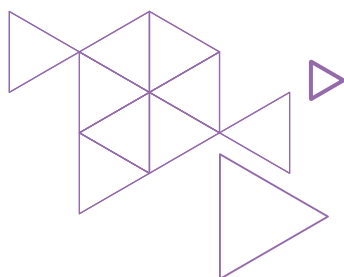


Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

# Fonds européens – FEADER – LEADER

## Autorité de gestion : Région Bretagne

THÉMATIQUES  
DIVERSES



### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

Le développement local mené par les acteurs locaux du FEADER, autrement dit LEADER, est un outil de mise en œuvre des fonds européens au sein de la stratégie du Pays, visant à participer au développement équilibré et durable des territoires ruraux, en cohérence et en complémentarité du Programme de Développement Rural breton.

Le programme LEADER a vocation à financer ce qui n'est pas éligible au reste du Programme de Développement Rural, à savoir tout ce qui est rural mais ne relève pas des secteurs agricoles, agro-alimentaires et forestiers.

Chaque Pays a défini une stratégie dont le plan d'action montre comment les objectifs et thématiques identifiées pour le programme LEADER sont traduits en actions. Les thématiques LEADER s'inscrivent dans les trois axes du contrat de partenariat.

### Types de projets subventionnables :

Chaque Pays dispose de sa propre stratégie de mobilisation de fonds FEADER, au service du développement de son territoire. Ces stratégies LEADER sont adossées aux Contrats de partenariat Région Pays 2014-2020.

En considération des thématiques décidées par les territoires et sous réserves des fiches actions, les projets suivants pourraient, par exemple, être soutenus :

- **Études** : étude globale, pluridisciplinaire de revitalisation de centre-bourg, référentiel foncier, étude sur la vacance du parc de logement, étude d'aménagement urbain, diagnostic immobilier et patrimonial, étude sur l'attractivité commerciale du centre...
- **Habitat social** : acquisition-amélioration de bâtiments, réhabilitation-démolition reconstruction de logements locatifs sociaux, création de logements pour les jeunes ;
- **Dernier commerce** ;
- **Équipements touristiques** ;
- **Usages et infrastructures numériques** ;
- **Transports** ;
- **Services collectifs à la population** ;

# Fonds européens – FEADER – LEADER

Autorité de gestion :  
Région Bretagne



THÉMATIQUES  
DIVERSES

## Bénéficiaires potentiels :

- Collectivités et leurs groupements
- Établissements et organismes publics
- Associations

*Cette liste n'est pas limitative et doit être regardée en considération de la fiche action associée.*

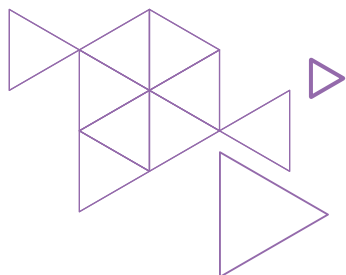
## Montant et taux plafond de subvention :

Les modalités financières d'intervention européenne sont définies dans chaque stratégie LEADER et dans les fiches actions rattachées. Ces modalités seront également analysées au moment de l'analyse du projet par le Comité Unique de Programmation (via une grille de sélection).

## Structures à contacter et modalités d'attribution des aides :

Le bénéficiaire qui souhaite présenter un projet participant à une stratégie de revitalisation d'un centre-bourg, doit s'adresser à la structure « Pays » de son territoire.

Si son projet est éligible aux modalités de la stratégie LEADER du territoire, le bénéficiaire pourra déposer une fiche détaillée de son projet pour une future présentation en Comité Unique de Programmation qui émettra son avis. En considération de cet avis, suite à une instruction, une subvention pourrait être proposée.



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

# Caisse des Dépôts et des Consignations

## Accompagnement des projets de redynamisation des centres-villes et des centres-bourgs

THÉMATIQUES  
DIVERSES



### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

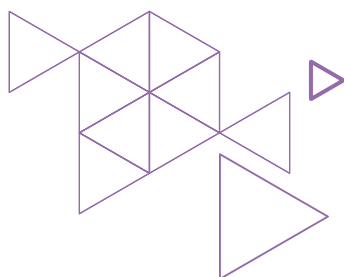
Partenaire historique des collectivités territoriales, la Caisse des Dépôts les accompagne en ingénierie technique, juridique et financière ; en Bretagne comme sur l'ensemble du territoire national, elle contribue ainsi à leur développement économique. Face au phénomène de dévitalisation des centres-villes et des centres-bourgs, la redynamisation de ces centralités constitue un enjeu majeur d'équilibre territorial. La Caisse des Dépôts s'est donc engagée à trouver, aux côtés de ses partenaires, des remèdes nouveaux et durables, en faveur de l'intérêt général.

### Types de projets finançables :

Les dispositifs déployés par la Caisse des Dépôts s'adaptent aux projets que souhaitent porter les collectivités territoriales. Celles-ci peuvent bénéficier :

- D'un renforcement de l'ingénierie amont :
  - **Conception et animation des OPAH-RU** en complément de l'intervention de l'ANAH sur l'habitat privé,
  - **Études de définition des stratégies de revitalisation**, articulant les leviers de l'habitat, des activités et du foncier,
  - **Études ciblées** visant à définir les actions à mettre en œuvre sur des **sites clés pour l'attractivité** du centre-bourg : aménagement et équipements ou activités génératrices de fréquentation.
- D'une mobilisation de l'offre globale du groupe Caisse des Dépôts à travers deux dispositifs en cours de déploiement sur le territoire breton :
  - **La convention «centre-bourg de demain»** pour mobiliser l'offre existante du groupe Caisse des Dépôts sur les enjeux d'habitat, d'activités et de foncier, pour préparer les investissements de demain. Cette offre se décline en matière d'ingénierie, d'investissement sur fonds propres comme de prêts,
  - **La convention «centre-ville de demain»** pour ajuster l'offre du groupe Caisse des Dépôts aux villes ayant déjà défini un projet de redynamisation transversal (urbanisme commercial, démographie, économie, qualité de vie, déplacements, services, ...) et établi un plan d'action sur des espaces géographiques prioritaires dans leur hypercentre.

Par souci de cohérence territoriale, il convient que les intercommunalités d'appartenance soient parties à ces conventions.



# Caisse des Dépôts et des Consignations

Accompagnement des projets de  
redynamisation des centres-villes  
et des centres-bourgs

## Bénéficiaires :

Les communes assumant des fonctions de centralité et présentant des signes manifestes de fragilité. Il s'agit :

- des **centres-bourgs** de moins de 10 000 habitants, lauréats ou cibles de l'appel à manifestation d'intérêt de l'État,
- des **bourgs-centres** des aires urbaines de moins de 20 000 habitants,
- des **centres des villes** moyennes de plus de 10 000 habitants et des agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants.

## Montant et taux plafond de subvention :

Les interventions de la Caisse des Dépôts sont complémentaires des dispositifs existants mis en place par l'État, ses agences ou les collectivités locales. La Caisse des Dépôts ne prévoit pas que sa quote-part excède celle de la collectivité maître d'ouvrage.

## Structures à contacter :

### Adresse électronique :

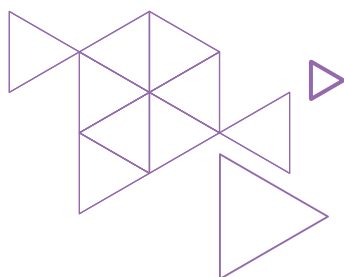
[dr.bretagne@caissedesdepots.fr](mailto:dr.bretagne@caissedesdepots.fr)

### Direction régionale Bretagne

Centre d'affaires Sud – 19 B, rue de Châtillon  
CS 36518 – 35065 Rennes cedex  
Tél. : 02 23 35 55 55

### Antenne de Brest

Centre d'Affaires du Port  
6, rue de Porstrein – Port de commerce  
29200 Brest  
Tél. : 02 23 35 55 91

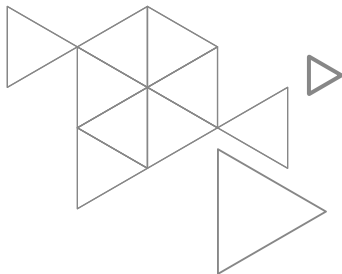


Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

# Région Bretagne

## Inventaire du patrimoine

PATRIMOINE



### PHASE ÉTUDE

En régie directe ou en partenariat, la Région Bretagne s'attache à promouvoir des opérations d'Inventaire, toujours en lien étroit avec les acteurs locaux, notamment grâce à l'élaboration et la mise à disposition d'outils collaboratifs. L'objectif est de connaître le patrimoine pour mieux l'intégrer dans des projets d'aménagement et de valorisation en s'appuyant sur des outils favorisant la restitution des données et leur lisibilité à des échelles élargies (intégration des données dans des bases régionales).

Ce travail est fait en s'appuyant, lorsque cela est possible, sur les actions conduites par des associations locales de patrimoine.

### Types de projets :

Inventaire participatif du patrimoine bâti des centres-bourgs qui peut être étendu à l'ensemble de la commune (écarts, ensembles urbains, paysages, traditions, savoir-faire...).

### Accompagnement scientifique et technique :

En accompagnant des acteurs locaux dans la conduite d'opérations d'Inventaire, le service de l'Inventaire du patrimoine de la Région Bretagne peut :

- Aider à la définition des objectifs de l'opération d'Inventaire,
- Accompagner la rédaction d'un cahier des clauses scientifiques et techniques.

Il met à disposition l'application de recensement du patrimoine ainsi que les ressources documentaires du service de l'Inventaire du patrimoine, forme à l'utilisation des logiciels et à la méthodologie de l'Inventaire et accompagne les porteurs d'enquêtes vers la réalisation d'études complémentaires, la finalisation de dossiers d'étude thématiques et/ou monographiques et d'actions de restitution de la connaissance produite

Les données produites sont intégrées dans les bases de données de la Région et accessibles en ligne sur les sites dédiés de la Région : kartenn sur [patrimoine.bzh](http://patrimoine.bzh).

### Bénéficiaires :

Communes et EPCI, associations patrimoine communales et intercommunales

### Structure à contacter :

Service de l'Inventaire du patrimoine culturel, Région Bretagne



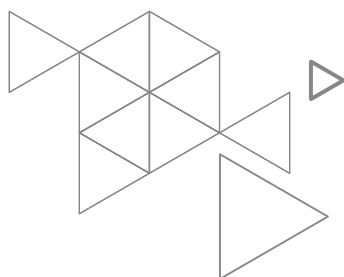
Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs



## Conseil départemental du Morbihan

### Restauration du Patrimoine immobilier et mobilier

PATRIMOINE



#### PHASES ÉTUDE ET OPÉRATIONNELLE

Aide de l'État pour les travaux sur édifices protégés au titre des Monuments Historiques.

#### Types de projets subventionnables :

- Études préalables à la restauration d'édifices publics ;
- Études préalables à la restauration d'édifices privés protégés au titre des Monuments Historiques ;
- Études préalables à la restauration d'ensembles patrimoniaux ;
- Études préalables à la restauration d'objets protégés au titre des Monuments Historiques ;
- Travaux de stricte conservation concernant le clos et le couvert pour les édifices publics ;
- Travaux de stricte conservation concernant le clos et le couvert pour les édifices privés, sous réserve qu'ils soient ouverts au public au moins 6 mois par an ou situés en zones protégées (abords de monument protégé, secteur sauvegardé, ZPPAUP, AVAP ou site classé) ;
- Travaux sur les décors intérieurs et les immeubles par destination, protégés au titre des Monuments Historiques, et sous réserve qu'ils soient visibles par le public au moins 6 mois par an, s'il s'agit de biens privés ;
- Travaux de restauration de navires protégés au titre des Monuments Historiques ou labellisés bateaux d'intérêt patrimonial (BIP) ;
- Mise en sécurité d'objets publics protégés au titre des Monuments Historiques ;
- Travaux de restauration d'objets mobiliers protégés au titre des Monuments Historiques.

#### Bénéficiaires :

Propriétaires publics et privés de biens protégés au titre des Monuments Historiques ou d'intérêt patrimonial, à l'exclusion des entreprises individuelles et des sociétés commerciales ;

Communes et groupements de communes réalisant des études préalables à la restauration d'ensembles patrimoniaux.

## Montant et taux plafond de subvention :

### Études préalables

Dépense subventionnable comprise entre 1 000 et 15 000 euros pour les études préalables à la restauration d'édifices ;

Dépense subventionnable comprise entre 5 000 et 25 000 euros pour les études préalables à la restauration d'ensembles patrimoniaux ; Taux maximum de subvention de 50 % du coût du projet.

### Travaux de restauration d'édifices ou immeubles par destination protégés au titre des Monuments Historiques

Plancher de dépense subventionnable de 10 000 euros ;

Taux maximum de subvention de 25 % du coût du projet avec un plafond de 70 % d'aides publiques cumulées, sauf pour les communes de moins de 2 000 habitants pour lesquelles le plafond est porté à 80 %.

### Travaux de restauration d'édifices non protégés

Plancher de dépense subventionnable de 10 000 euros ;

Plafond de dépense subventionnable de 500 000 euros pour les édifices publics et de 100 000 euros pour les édifices privés ;

Taux maximum de subvention de 25 % du coût du projet pour les édifices publics et de 10 % pour les édifices privés, avec un plafond de 70 % d'aides publiques cumulées.

### Travaux de restauration de navires

Plancher de dépense subventionnable de 5 000 euros ;

Taux maximum de subvention de 25 % du coût du projet pour les navires protégés au titre des Monuments Historiques et de 15 % pour les navires labellisés BIP, avec un plafond de 70 % d'aides publiques cumulées.

### Travaux de restauration et de mise en sécurité d'objets protégés au titre des Monuments Historiques

Plancher de dépense subventionnable de 1 000 euros ;

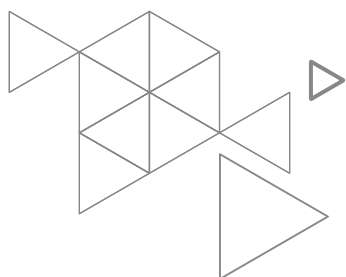
Plafond de 70 % d'aides publiques cumulées, sauf pour les communes de moins de 2 000 habitants pour lesquelles le plafond est porté à 80 % ;

Taux maximum de subvention de 25 % du coût du projet pour les objets classés au titre des Monuments Historiques et de 50 % pour les objets inscrits au titre des Monuments Historiques ;

Taux maximum de subvention de 50 % du coût du projet pour les travaux de mise en sécurité d'objets protégés au titre des Monuments Historiques.

*N.B : Les taux varient en fonction, notamment, des co-financements obtenus, du montant des travaux, de la capacité financière du solliciteur, des projets publics de valorisation pour les édifices non affectés au culte et des conditions de visibilité par le public des travaux subventionnés.*

*N.B : Les sommes sont exprimées en HT pour les projets publics et en TTC pour les projets privés.*



# Conseil départemental du Morbihan

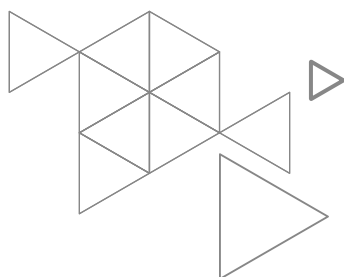
Restauration du Patrimoine  
immobilier et mobilier



PATRIMOINE

## Structure à contacter :

M. le Président du Conseil départemental du Morbihan  
Direction générale de l'éducation et de la culture Direction de la culture  
Hôtel du département  
2 rue de Saint-Tropez – CS 82400  
56009 Vannes cedex  
Tél : 02 97 54 83 09 ou 02 97 54 83 86



Document réalisé dans le cadre  
du colloque du 7 juin 2016 :  
Revitalisons nos centres-bourgs

